



Fondation d'entreprise des solidarités urbaines

Siège social : 21 bis rue Claude Bernard – 75005 PARIS

Fondation reconnue d'utilité publique

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024



RSM Paris
26, rue Cambacerès
75 008 Paris
France
Tél : +33 (0) 1 47 63 67 00
Fax : +33 (0) 1 47 63 69 00
www.rsmfrance.fr

Fondation d'entreprise des solidarités urbaines

Siège social : 21 bis rue Claude Bernard – 75005 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Administrateur Aux membres du Conseil d'Administration de la Fondation,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation d'entreprise Groupe Paris Habitat relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 12 juin 2025

Le commissaire aux comptes

RSM Paris

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Signé par Helene Kermorgant
Le 12/06/2025

ID: tx_DYEegbLn5DXv



Hélène KERMORGANT

Associée



COMPTES ANNUELS

en euros

FONDATION DES SOLIDARITES URBAINES

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Bilan au 31/12/2024

21 B RUE CLAUDE BERNARD
75005 PARIS 5

SIRET : 81849522800012

NAF : 6499Z

Sommaire

Dossier - page de garde	1
Sommaire	2
BILAN	
Bilan Actif	3
Bilan Passif	4
ANNEXE	
Règles et méthodes comptables	5
Etat des immobilisations	9
Etat des amortissements	10
Etat des créances et dettes	11
Charges à payer et produits à recevoir	12
Produits et charges constatés d'avance	13
Effectif moyen	14
Variation des fonds propres art. 431-5	15
COMPTE DE RÉSULTAT	
Compte de résultat	16
Compte de résultat (Suite)	17

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	21 348	21 348		4 998
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	21 348	21 348		4 998
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	336		336	
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 644 595		1 644 595	1 277 617
Charges constatées d'avance	8 503		8 503	6 646
TOTAL III	1 653 434		1 653 434	1 284 263
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 674 781	21 348	1 653 434	1 289 261

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	625 341	283 982
Excédent ou déficit de l'exercice	184 375	341 359
Situation nette	809 716	625 341
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	809 716	625 341
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	82 083	22 140
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	79 538	71 684
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	681 096	570 096
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	1 000	
TOTAL V	843 718	663 920
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 653 434	1 289 261

Annexe

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 1 653 434 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 184 375 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Présentation

La Fondation d'Entreprise des Solidarités Urbaines a pour objet de favoriser les expérimentations faisant progresser la ville solidaire et inclusive.

La Fondation d'entreprise soutient des projets de recherche-action ou des expérimentations inédites en Île-de-France, portés par des organismes d'intérêt général et qui visent un fort impact social ou sociétal.

Créée en 2016 sous le nom Fondation d'entreprise Paris Habitat, elle est devenue la Fondation d'entreprise des solidarités urbaines : le laboratoire des bailleurs sociaux de la Ville de Paris en juin 2023, date à laquelle les premiers membres fondateurs – les bailleurs sociaux Paris Habitat, Aximo et l'Habitation confortable – ont été rejoints par la RIVP, l'Habitat Social Français et Elogie-Siemp. Tout en conservant son objet social, cet élargissement et ce changement de nom expriment la volonté de démultiplier les capacités de réponse aux porteurs de projets, de croiser les expériences et les approches, et de mutualiser les moyens.

Le 13 juin 2023, la Fondation d'Entreprise des Solidarités Urbaines a fait l'objet d'une modification de ses statuts, ses membres sont :

- L'OPH Paris Habitat;
- La SA d'HLM l'Habitation Confortable;
- La SA d'HLM Aximo;
- La SA Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP);
- La SA d'HLM l'Habitat Social Français (HSF)
- La SA Elogie-Siemp

Le montant du programme d'action pluriannuel s'élève à 3 090 000 € sur 3 ans, de 2022 à 2024 (cf paragraphe engagements reçus des fondateurs).

Les projets sélectionnés peuvent bénéficier d'un soutien de la fondation sous forme d'aide financière, mise à disposition de terrain d'expérimentation, mise en réseau, expertise des collaborateurs des membres fondateurs sous forme de mécénat de compétences. Les conditions et modalités de ce soutien sont à définir par les membres fondateurs et la Fondation d'Entreprise.

La communication sur l'objet de la Fondation d'Entreprise s'appuie sur la signature "Pour une ville solidaire et inclusive".

La durée de la Fondation d'entreprise était de six années à compter du 30 janvier 2016, date de la publication au Journal Officiel de l'autorisation administrative de sa création. Le Conseil d'administration du 7 septembre 2021 a acté la prorogation pour une durée de 6 ans, validée par arrêté préfectoral du 14 janvier 2022 et publiée au JO du 14 juin 2022.

Au terme de cette période, les fondateurs pourront décider de sa prorogation pour une durée minimum de trois ans.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

- Logiciels 3 ans,

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Charges constatées d'avance

En 2024, nous avons reçu des factures de prestataires concernant l'exercice suivant.

Les charges constatées d'avance inscrites à l'actif du bilan correspondent à des écritures d'inventaires qui permettent de rattacher ces dernières à l'exercice suivant, il s'agit :

- CARENEWS : 6 274.52€
- ASH: 65.68€
- AUSHA : 412.88€
- CFF : 1 750.00€

Dettes**Autres Dettes :**

La différence entre le montant notifié et le montant des aides financières versées aux associations au 31 décembre 2024 figure dans les "autres dettes" et dont le montant à la clôture est de 681 096€, qui se décompose ainsi :

- Solde à payer projets 2021 : 15 000€
- Solde à payer projets 2022 : 60 000€
- Solde à payer projets 2023 : 206 096€
- Solde à payer projets 2024 : 400 000€

Dettes fournisseurs et comptes rattachés :

Elles sont constituées pour 50 859.09 € de dette courante de fin d'année 2024 réglée sur le début d'année 2025.

Ainsi que des factures non reçues au 31 décembre 2024 mais à rattacher à 2024, détaillées ci-dessous :

- Honoraires cabinet d'expertise comptable : 2700€
- Prestations de services avec Paris Habitat : 21 000€
- Honoraires commissaire aux comptes : 7 524€

Dettes sociales et fiscales :

Les dettes sociales sont constituées d'une part de la provision congés payés et RTT chargés pour un montant total de 3 289.51€, de la provision Compte Epargne Temps pour un montant de 38 210€ et des charges sociales du dernier trimestre 2024 payées début d'année 2025.

Les dettes fiscales sont constituées :

- De la taxe sur les salaires pour un montant de 2 024.08€.
- De l'impôt RCM pour un montant de 20 250.00€

Charges d'exploitation**- Aides financières allouées aux associations bénéficiaires :**

Suivant les dispositions du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018, les aides financières allouées par la fondation sont comptabilisées en charges au compte "657 - Aides financières allouées par la fondation", à hauteur du montant total de l'engagement financier, à la date du procès-verbal de l'instance décisionnaire (conseil d'administration) de la fondation actant ledit engagement.

A la date de clôture, les attributions décidées et les acomptes versés sont enregistrés dans les comptes de la Fondation d'Entreprise des Solidarités Urbaines.

Les principales charges de fonctionnement sont relatives à :

- Maintenance logiciel 24 393.22€ : Optimy pour un montant sur 2024 de 22586.02€ et Small pour un montant de 1 807.20€.

- Communication : Pour une meilleure lisibilité, les éléments ont été ventilés par nature:

- o Valorisation des projets soutenus et des résultats obtenus : 81 447.32€
- o Communication sur les projets : 73 412.98€
- o Evènementiel / Rencontre des lauréats : 16031.70
- o Communication Fondation : 15 500.40€

- Aux charges de personnel 310 855.08€. Celles-ci ont augmenté par rapport à 2023 suite à la présence supplémentaire d'une personne tout au long de l'année 2024.

- Aux honoraires supportés par la Fondation d'entreprise (hors prestations de services avec ParisHabitat) 203 286.80€ dont 189 000€ pour la mission d'appui des appels à projets, de la coordination et production des outils de valorisation des projets soutenus et de la communication sur les projets.

Engagements reçus des fondateurs

Le programme d'action pluriannuel de la fondation d'entreprise est établi sur une période de trois ans.

Le montant de ce programme s'élève à 3.090.000 €. Les sommes correspondantes à ce programme d'action sont versées par les fondateurs, qui s'engagent selon le calendrier suivant :

- au plus tard le 31 janvier 2022 : 750.000 € (dont Paris Habitat OPH : 736.000 €, dont SA d'HLM Aximo : 13.000€, dont SA d'HLM L'Habitation Confortable : 1.000€)
- au plus tard le 31 janvier 2023 : 1.170.000 € (dont Paris Habitat OPH: 736.000 €, dont SA d'HLM Aximo : 13.000€, dont SA d'HLM L'Habitation Confortable : 1.000€, dont SA d'HLM RIVP: 300.000€, dont SA d'HLM l'Habitat Social Français : 20.000€ et SA d'HLM Elogie-Siemp: 100.000€)
- au plus tard le 31 janvier 2024 : 1.170.000 € (dont Paris Habitat OPH: 736.000 €, dont SA d'HLM Aximo : 13.000€, dont SA d'HLM L'Habitation Confortable : 1.000€, dont SA d'HLM RIVP: 300.000€, dont SA d'HLM l'Habitat Social Français : 20.000€ et SA d'HLM Elogie-Siemp: 100.000€).

Chaque fondateur a fourni à la fondation une caution bancaire garantissant le versement de ces montants au profit de la fondation.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 63 ans en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- Données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3.40%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 5 115.94 euros.

Contributions volontaires en nature

L'analyse des contributions volontaires et notamment du bénévolat a été revue en application du règlement 2018-06.

Leur caractère non-significatif au regard de l'importance des ressources de la Fondation d'entreprise a été confirmé.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Honoraires commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes payés au cours de l'exercice s'élève à 7 524€

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	21 348		
TOTAL	21 348		
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
Installations :			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL			
TOTAL GÉNÉRAL	21 348		

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			21 348	
TOTAL			21 348	
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations :				
- Gales, agencts et aménagt. const.				
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencts et aménagt. divers				
Matériel :				
- De transport				
- De bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL			21 348	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	16 350	4 998		21 348
TOTAL	16 350	4 998		21 348
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL	16 350	4 998		21 348

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	336	336	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	8 503	8 503	
TOTAL	8 839	8 839	

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :	- A 1 an max. à l'origine - A plus d'1 an à l'origine			
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	82 083	82 083		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	40 317	40 317		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	15 395	15 395		
Impôts sur les bénéfices	20 250	20 250		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	3 577	3 577		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	681 096	513 096	168 000	
Produits constatés d'avance	1 000	1 000		
TOTAL	843 718	675 718	168 000	

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 224	21 900
Dettes des legs ou donations		
Dette fiscales et sociales	43 524	42 662
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	74 748	64 562

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	14 052	14 276
TOTAL	14 052	14 276

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	1 000	
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		1 000	

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	8 503	6 646
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		8 503	6 646

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	3	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés		
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	3	

Commentaires : néant

Variation des fonds propres art. 431-5
(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	283 982	341 359			625 341
Excédent ou déficit de l'exercice	341 359	-341 359	184 375		184 375
Situation nette	625 341		184 375		809 716
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	625 341		184 375		809 716

Commentaires : néant

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services		
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	1 170 000	1 170 000
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	2	2
TOTAL I	1 170 002	1 170 002
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	441 829	222 960
Aides financières	400 000	345 096
Impôts, taxes et versements assimilés	26 218	20 792
Salaires et traitements	206 768	182 057
Charges sociales	104 087	85 640
Dotations aux amortissements et dépréciations	4 998	5 338
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	5	
TOTAL II	1 183 905	861 883
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-13 903	308 118
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	70 102	43 787
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	70 102	43 787
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	70 102	43 787
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	56 199	351 905

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	145 000	
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	145 000	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	145 000	
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	16 824	10 546
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 385 104	1 213 788
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 200 729	872 429
EXCÉDENT OU DÉFICIT	184 375	341 359

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

